

LE DROIT D'AUTEUR

Revue du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques

Paraissant à Berne le 15 de chaque mois

70^e année - n° 1 - janvier 1957

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

UNION INTERNATIONALE : Etat de l'Union au 1^{er} janvier 1957, p. 1. —

Elévation de la dotation du Bureau de l'Union. Notification du Gouvernement suisse aux Gouvernements des Pays unionistes (28 décembre 1956), p. 4. — Grèce. Adhésion à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques révisée en dernier lieu à Bruxelles le 26 juin 1948. Notification du Gouvernement suisse aux Gouvernements des Pays unionistes (6 décembre 1956), p. 5. — Roumanie. Changement de classe pour la participation aux dépenses du Bureau de l'Union. Notification du Gouvernement suisse aux Gouvernements des Pays unionistes (10 décembre 1956), p. 5.

RELATIONS BILATÉRALES : France—Norvège. Décret français portant publication des lettres échangées les 24 octobre et 20 novembre 1956, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement

norvégien au sujet de la prolongation du délai légal de protection des œuvres littéraires et artistiques (du 10 décembre 1956), p. 5.

LÉGISLATION INTÉRIEURE : Etats-Unis d'Amérique. Règlement du Copyright Office (en vigueur à dater du 11 août 1956) (*première partie*), p. 6.

PARTIE NON OFFICIELLE

ÉTUDES GÉNÉRALES : Le projet de loi suédois (Torwald Hesser), p. 9.

CORRESPONDANCE : Lettre d'Allemagne (Prof. Dr Engen Ulmer) (*deuxième et dernière partie*), p. 12.

JURISPRUDENCE : Autriche. Droit de la personne sur sa propre image (*Oberlandesgericht* de Vienne, 13 septembre 1954), p. 16.

NOUVELLES DIVERSES : Italie. Ratification de la Convention universelle sur le droit d'auteur, p. 16.

PARTIE OFFICIELLE

Union internationale

Etat au 1^{er} janvier 1957

Les textes conventionnels

L'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques a eu pour charte originaire la *Convention de Berne*, du 9 septembre 1886, entrée en vigueur le 5 décembre 1887.

Cette Convention a été amendée et complétée à Paris, le 4 mai 1896, par un *Acte additionnel* et une *Déclaration interprétative*, mis à exécution le 9 décembre 1897.

Une entière refonte est intervenue à Berlin, le 13 novembre 1908. *L'Acte de Berlin*, qui porte le nom de *Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques*, est entré en vigueur le 9 septembre 1910. Lors de ce remaniement, les divers pays ont reçu la faculté d'indiquer, sous forme de réserves, les dispositions de la Convention primitive de 1886 ou de l'Acte additionnel de 1896 qu'ils entendraient substituer aux dispositions correspondantes de la Convention de 1908.

Le 20 mars 1914, a été signé à Berne un *Protocole additionnel* à la Convention de Berne révisée en 1908, afin de permettre aux pays unionistes de restreindre, le cas échéant, la protection accordée aux auteurs ressortissant à tel ou tel pays non unioniste. Ce protocole est entré en vigueur le 20 avril 1915.

L'Acte de Berlin a subi, à son tour, une révision à Rome. *L'Acte de Rome*, signé le 2 juin 1928, est en vigueur depuis le 1^{er} août 1931. Les pays qui sont entrés dans l'Union en

accédant directement à cet Acte n'ont pu stipuler qu'une seule réserve, portant sur le droit de traduction.

La dernière révision de la Convention de Berne a eu lieu à Bruxelles. *L'Acte de Bruxelles*, signé le 26 juin 1948, est en vigueur depuis le 1^{er} août 1951. Les pays qui entrent dans l'Union en accédant directement à cet Acte peuvent encore stipuler une réserve sur le droit de traduction, la même que celle dont il a été question à l'alinéa précédent.

Champ d'application des divers textes révisés de la Convention de Berne

Les pays de l'Union, ou pays contractants (au nombre de 44), ainsi que les territoires dont ils assurent les relations extérieures, appliquent soit l'Acte de Berlin, soit celui de Rome, soit encore celui de Bruxelles.

a) Acte de Berlin

Le Siam, qui n'a adhéré ni à l'Acte de Rome, ni à celui de Bruxelles, se trouve lié par l'Acte de Berlin avec les autres pays de l'Union qui ont eux-mêmes accédé à ce dernier Acte, ainsi qu'avec les territoires, dépendant d'un pays contractant, qui appliquent cet Acte.

Dans ces relations, interviennent les réserves que les pays dont il s'agit ont formulées en accédant à l'Acte de Berlin, excepté en ce qui concerne la Norvège, laquelle a renoncé à ces réserves à partir du 12 décembre 1931 (voir, pour la liste de ces réserves, *Le Droit d'Auteur* du 15 janvier 1953, p. 2).

C'est aussi l'Acte de Berlin qui régit les relations unionistes du *Sud-Ouest Africain*, territoire placé sous la tutelle de l'Union Sud-Africaine.

Parmi les 44 pays de l'Union, seuls n'ont pas accédé à l'Acte de Berlin: l'Islande, l'Etat d'Israël, le Pakistan, la République des Philippines, le Saint-Siège (Cité du Vatican) et la Turquie. Certains territoires, dont les relations extérieures sont assurées par un pays de l'Union, n'ont pas accédé non plus à l'Acte de Berlin.

ÉTAT DE L'UNION INTERNATIONALE AU 1^{er} JANVIER 1957

Champ d'application des Actes de Rome et de Bruxelles

(Pour l'Acte de Berlin, voir p. 1 *supra* et *Le Droit d'Auteur* de janvier 1953, p. 1 à 3)

Pays contractants et territoires dont ils assurent les relations extérieures ¹⁾	Classes choisies par les pays ²⁾	Dates d'entrée dans l'Union	Acte de Rome		Acte de Bruxelles	
			Dates d'accession	Réserves	Dates d'accession	Réserves
1. Allemagne	I	5-XII-1887	21-X-1933	—	—	—
2. Australie ³⁾ Territoires de Papua, de Nouvelle-Guinée et de Nauru; Ile de Norfolk	III	14-IV-1928	18-I-1935	—	—	—
	—	29-VII-1936	29-VII-1936	—	—	—
3. Autriche	VI	1 ^{er} -X-1920	1 ^{er} -VII-1936	—	14-X-1953	—
4. Belgique Congo belge, Ruanda-Urundi	III	5-XII-1887	7-X-1934	—	1 ^{er} -VIII-1951	—
	—	20-XII-1948	20-XII-1948	—	14-II-1952	—
5. Brésil	III	9-II-1922	1 ^{er} -VI-1933	—	9-VI-1952	—
6. Bulgarie	V	5-XII-1921	1 ^{er} -VIII-1931	—	—	—
7. Canada ⁴⁾	II	10-IV-1928	1 ^{er} -VIII-1931	—	—	—
8. Danemark	IV	1 ^{er} -VII-1903	16-IX-1933	—	—	—
9. Espagne Colonies	II	5-XII-1887	23-IV-1933	—	1 ^{er} -VIII-1951	—
	—	»	8-XII-1934	—	—	—
10. Finlande	IV	1 ^{er} -IV-1928	1 ^{er} -VIII-1931	—	—	—
11. France ⁵⁾ Territoires d'outre-mer Territoires sous tutelle	I	5-XII-1887	22-XII-1933	concernant les œuvres des arts appliqués ⁶⁾	1 ^{er} -VIII-1951	—
	—	»	»		22-V-1952	—
12. Grande-Bretagne ⁷⁾ Colonies, possessions et pays de protectorat	I	5-XII-1887	1 ^{er} -VIII-1931	—	—	—
	—	dates diverses ⁸⁾	dates diverses ⁹⁾	—	—	—
13. Grèce	VI	9-XI-1920	25-II-1932	sur le droit de traduction; sur le droit de représentation et d'exécution ¹⁰⁾	—	—
14. Hongrie	VI	14-II-1922	1 ^{er} -VIII-1931	—	—	—
15. Inde ⁴⁾	IV	1 ^{er} -IV-1928	1 ^{er} -VIII-1931	—	—	—
16. Indonésie	— ¹²⁾	1 ^{er} -IV-1913	1 ^{er} -X-1931	—	—	—
17. Irlande	IV	5-X-1927	11-VI-1935	sur le droit de traduction en langue irlandaise ¹¹⁾	—	—
18. Islande	VI	7-IX-1947	7-IX-1947	sur le droit de traduction en langue islandaise ¹¹⁾	—	—
19. Israël	V	24-III-1950	24-III-1950	—	1 ^{er} -VIII-1951	—
20. Italie	I	5-XII-1887	1 ^{er} -VIII-1931	—	12-VII-1953	—
21. Japon	VI	15-VII-1899	1 ^{er} -VIII-1931	sur le droit de traduction ¹¹⁾	—	—
22. Liban	VI	1 ^{er} -VIII-1924	24-XII-1933	—	—	—

¹⁾ Seuls les noms des pays contractants sont précédés d'un numéro d'ordre alphabétique.

²⁾ Cf. l'article 23 de la Convention de Berne révisée.

³⁾ Avant d'être pays contractant, l'Australie a appartenu à l'Union, dès l'origine, comme dominion dont la Grande-Bretagne assurait les relations extérieures.

⁴⁾ Observation analogue — *mutatis mutandis* — à celle que contient la note précédente.

⁵⁾ Y compris l'Algérie et les départements d'outre-mer (*la Martinique, la Guadeloupe et ses dépendances, l'île de la Réunion et la Guyane française*).

⁶⁾ A l'article 2, alinéa 4, de l'Acte de Rome était substitué l'article 4 de la Convention primitive de 1886.

⁷⁾ Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

⁸⁾ Les textes publiés à ce sujet par *Le Droit d'Auteur* sont indiqués aux pages 97 à 113 du *Répertoire des documents officiels*, édité par le Bureau de l'Union.

⁹⁾ Voir notamment *Le Droit d'Auteur*, 1932, p. 38-39; 1933, p. 3, 134; 1938, p. 113, 125.

¹⁰⁾ Aux articles 8 et 11 de l'Acte de Rome sont substitués les articles 5 et 9 de la Convention primitive de 1886.

¹¹⁾ A l'article 8 de l'Acte de Rome est substitué l'article 5 de la Convention primitive de 1886, dans la version de l'Acte additionnel de 1896.

¹²⁾ L'Indonésie n'a pas encore fait connaître la classe qu'elle avait choisie.

ÉTAT DE L'UNION INTERNATIONALE AU 1^{er} JANVIER 1957 (suite ^a)

Champ d'application des Actes de Rome et de Bruxelles

(Pour l'Acte de Berlin, voir p. 1 *supra* et *Le Droit d'Auteur* de janvier 1953, p. 1 à 3)

Pays contractants et territoires dont ils assurent les relations extérieures ^{1-*)}	Classes choisies par les pays ^{2-*)}	Dates d'entrée dans l'Union	Acte de Rome		Acte de Bruxelles	
			Dates d'accession	Réserves	Dates d'accession	Réserves
23. Liechtenstein	VI	30-VII-1931	30-VIII-1931	—	1 ^{er} -VIII-1951	—
24. Luxembourg	VI	20-VI-1888	4-II-1932	—	1 ^{er} -VIII-1951	—
25. Maroc	VI	16-VI-1917	25-XI-1934	—	22-V-1952	—
26. Monaco	VI	30-V-1889	9-VI-1933	—	1 ^{er} -VIII-1951	—
27. Norvège	IV	13-IV-1896	1 ^{er} -VIII-1931	—	—	—
28. Nouvelle-Zélande ^{4-*)} Samoa Occidental	IV —	24-IV-1928 4-XII-1947	4-XII-1947 »	— —	— —	— —
29. Pakistan ¹³⁾	VI	5-VII-1948	5-VII-1948	—	—	—
30. Pays-Bas Srinam, Antilles et Nouvelle-Guinée néerlandaises	III —	1 ^{er} -XI-1912 1 ^{er} -IV-1913	1 ^{er} -VIII-1931 »	— —	— —	— —
31. Philippines	VI	1 ^{er} -VIII-1951	—	—	1 ^{er} -VIII-1951	—
32. Pologne	III	28-I-1920	21-XI-1935	—	—	—
33. Portugal ¹⁴⁾	III	29-III-1911	29-VII-1937	—	1 ^{er} -VIII-1951	—
34. Roumanie	V	1 ^{er} -I-1927	6-VIII-1936	—	—	—
35. Saint-Siège (Cité du Vatican)	VI	12-IX-1935	12-IX-1935	—	1 ^{er} -VIII-1951	—
36. Siam ¹⁵⁾	VI	17-VII-1931	—	—	—	—
37. Suède	III	1 ^{er} -VIII-1904	1 ^{er} -VIII-1931	—	—	—
38. Suisse	III	5-XII-1887	1 ^{er} -VIII-1931	—	2-I-1956	—
39. Syrie	VI	1 ^{er} -VIII-1924	24-XII-1933	—	—	—
40. Tchécoslovaquie	IV	22-II-1921	30-XI-1936	—	—	—
41. Tunisie	VI	5-XII-1887	22-XII-1933	concernant les œuvres des arts appliqués ^{6-*)}	22-V-1952	—
42. Turquie	VI	1 ^{er} -I-1952	—	—	1 ^{er} -I-1952	sur le droit de traduction en langue turque ^{11-*)}
43. Union Sud-Africaine ^{4-*)} Sud-Ouest Africain ¹⁵⁾	IV —	3-X-1928 28-X-1931	27-V-1935 —	— —	1 ^{er} -VIII-1951 —	— —
44. Yougoslavie	IV	17-VI-1930	1 ^{er} -VIII-1931	sur le droit de traduction dans les langues du pays ^{11-*)}	1 ^{er} -VIII-1951	sur le droit de traduction dans les langues du pays ^{11-*)}

¹³⁾ Lorsque le Pakistan était rattaché à l'Inde, il faisait, *ipso facto*, partie de l'Union; dans la suite, il s'est détaché de l'Union en se séparant de l'Inde; puis, le 5 juillet 1948, il est entré à nouveau dans l'Union, cette fois comme pays contractant.

¹⁴⁾ Les anciennes colonies sont devenues « provinces portugaises d'outre-mer ». L'Acte de Bruxelles s'applique à ces provinces depuis le 3 août 1956 (voir *Droit d'Auteur*, 1956, p. 109).

¹⁵⁾ Voir à la page 1 ci-dessus, sous *Acte de Berlin*, et dans *Le Droit d'Auteur* de janvier 1953, p. 1 à 3.

^{*)} Pour les notes ¹⁾, ²⁾, ⁴⁾, ⁶⁾ et ¹¹⁾, auxquelles on se réfère dans le présent tableau, voir au bas de la page précédente.

^{a)} Cette liste devrait être complétée en y mentionnant certains pays qui ont récemment accédé à l'indépendance et auxquels la Convention de Berne révisée a été appliquée antérieurement en vertu de son article 26 (tels qu'anciennes colonies ou autres territoires dont un pays unioniste a assuré les relations extérieures). Nous insérerons les noms de ces pays dans la liste dès que nous posséderons toutes précisions utiles.

b) *Acte de Rome*

En vertu des dispositions conventionnelles, l'Acte de Rome s'applique d'abord aux relations unionistes existant réciproquement entre les 24 pays suivants, qui n'ont pas encore accédé à l'Acte de Bruxelles:

- | | |
|----------------------------------|----------------------|
| 1. Allemagne | 13. Islande |
| 2. Australie | 14. Japon |
| 3. Bulgarie | 15. Liban |
| 4. Canada | 16. Norvège |
| 5. Danemark | 17. Nouvelle-Zélande |
| 6. Finlande | 18. Pakistan |
| 7. Grande-Bretagne ¹⁾ | 19. Pays-Bas |
| 8. Grèce | 20. Pologne |
| 9. Hongrie | 21. Roumanie |
| 10. Inde | 22. Suède |
| 11. Indonésie | 23. Syrie |
| 12. Irlande | 24. Tchécoslovaquie |

L'Acte de Rome s'applique aussi aux relations des 24 pays précités avec les 17 pays qui, après avoir accédé audit Acte, ont ratifié celui de Bruxelles ou y ont adhéré, à savoir:

- | | |
|-------------------------|-----------------------------------|
| 1. Autriche | 10. Maroc |
| 2. Belgique | 11. Monaco |
| 3. Brésil | 12. Portugal |
| 4. Espagne | 13. Saint-Siège (Cité du Vatican) |
| 5. France ²⁾ | 14. Suisse |
| 6. Israël | 15. Tunisie |
| 7. Italie | 16. Union Sud-Africaine |
| 8. Liechtenstein | 17. Yougoslavie |
| 9. Luxembourg | |

Il n'y a actuellement, dans l'Union, que 3 pays contractants qui n'aient pas accédé à l'Acte de Rome; ce sont la République des Philippines, le Siam et la Turquie.

En ce qui concerne les territoires dont les relations extérieures sont assurées par un pays contractant, voir les tableaux ci-dessus, p. 2 et 3. Un certain nombre de ces pays ont formulé des réserves (voir les mêmes tableaux).

c) *Acte de Bruxelles*

19 pays contractants appliquent l'Acte de Bruxelles dans leurs relations réciproques, ce sont:

- | | |
|---------------------------|-----------------------------------|
| 1. Autriche | 11. Monaco |
| 2. Belgique ³⁾ | 12. Philippines |
| 3. Brésil | 13. Portugal ⁵⁾ |
| 4. Espagne | 14. Saint-Siège (Cité du Vatican) |
| 5. France ⁴⁾ | 15. Suisse |
| 6. Israël | 16. Tunisie |
| 7. Italie | 17. Turquie |
| 8. Liechtenstein | 18. Union Sud-Africaine |
| 9. Luxembourg | 19. Yougoslavie |
| 10. Maroc | |

25 pays de l'Union n'ont pas encore adhéré à l'Acte de Bruxelles.

¹⁾ Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

²⁾ Y compris l'Algérie et les départements d'outre-mer.

³⁾ La Belgique a adhéré à l'Acte de Bruxelles pour le Congo belge et le Ruanda-Urundi.

⁴⁾ La France (dont font partie l'Algérie et les départements d'outre-mer) a adhéré à l'Acte de Bruxelles pour ses territoires d'outre-mer et les territoires placés sous sa tutelle.

⁵⁾ Le Portugal a adhéré à l'Acte de Bruxelles pour ses provinces d'outre-mer.

Dans les relations unionistes entre les 19 pays que nous venons d'énumérer, les seules réserves applicables sont celles qu'ont formulées la Turquie et la Yougoslavie (voir les tableaux ci-dessus, p. 2 et 3).

Élévation de la dotation du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques

Notification du Gouvernement suisse aux Gouvernements des Pays unionistes, du 28 décembre 1956

Le...¹⁾ 1955, la Légation de Suisse avait eu l'honneur de remettre au Ministère des Affaires étrangères un mémoire du Gouvernement suisse concernant le Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Les conclusions de ce mémoire tendaient à l'élévation de la dotation conventionnelle dudit Bureau à 162 000 francs-or par an, à partir du 1^{er} janvier 1956, ainsi qu'à l'attribution à celui-ci d'une dotation spéciale annuelle de 28 000 francs-or, dès la même date et pendant cinq ans.

Par note du...¹⁾ 1956, la Légation a fait connaître au Ministère le résultat positif de la consultation du Gouvernement suisse, en ce qui concerne le second point de cette dernière, soit l'attribution d'une dotation spéciale.

Quant au premier point de la consultation, soit l'élévation de la dotation conventionnelle à 162 000 francs-or par an, elle a fait l'objet, jusqu'à présent, de trente réponses affirmatives. Il n'y a, finalement, pas de réponse négative.

Un seul des Gouvernements consultés a déclaré que, tout en appréciant la valeur des activités du Bureau de l'Union littéraire et artistique et en reconnaissant que son fonctionnement exige des moyens financiers appropriés, il considérait que « l'augmentation proposée accroîtrait d'une mesure immotivée les charges des Etats membres ». Ce Gouvernement a cependant déclaré — sa communication portait la date du 23 novembre 1955 — qu'il reviendrait sur le mémoire du Gouvernement suisse, ce qu'il n'a pas fait. Comme cette réponse ne contient que des remarques d'ordre général, d'ailleurs infirmées par les réponses des autres Gouvernements, et qu'elle ne constitue pas une opposition à l'augmentation proposée, on doit considérer que celle-ci est admise, de manière expresse ou tacite, par les Gouvernements de tous les Etats membres de l'Union.

Vu le résultat positif de la consultation entreprise, à ce sujet, par le Gouvernement suisse, la Légation porte à la connaissance du Ministère que, dès le 1^{er} janvier 1957, la dotation conventionnelle du Bureau de l'Union sera de 162 000 francs-or, ledit montant se substituant à celui de 120 000 francs-or prévu dans le texte révisé à Bruxelles, le 26 juin 1948, de l'article 23, alinéa (1), de la Convention de Berne. A toutes fins utiles, la Légation signale au Ministère que le versement par les Etats unionistes des contributions augmentées ensuite de cette élévation n'interviendra pas avant 1958, lesdites contributions étant dues postérieurement au bouclage des comptes annuels du Bureau.

La Légation de Suisse saisit cette occasion...

¹⁾ Ces dates ne sont pas les mêmes pour tous les Etats intéressés.

GRÈCE

Adhésion

à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques révisée en dernier lieu à Bruxelles le 26 juin 1948

(avec effet à partir du 6 janvier 1957)

Notification du Gouvernement suisse aux Gouvernements des Pays unionistes, du 6 décembre 1956

En exécution des instructions qui lui ont été adressées, le 6 décembre 1956, par le Département politique fédéral suisse, la Légation de Suisse a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères que, par note du 1^{er} novembre 1956, ci-jointe en copie, l'Ambassade royale de Grèce à Berne a notifié au Département la ratification par ce pays de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée en dernier lieu à Bruxelles, le 26 juin 1948. Il ressort également de cette communication que le Gouvernement hellénique renonce à toutes les réserves qu'il avait formulées dans le passé, lors des révisions successives de la Convention, et que cette renonciation est valable pour tous les membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Etant donné qu'aux termes de l'article 28, alinéa (1), de la Convention de Berne, révisée en 1948, les ratifications devaient être déposées à Bruxelles au plus tard le 1^{er} juillet 1951, il y a lieu de considérer la communication de l'Ambassade comme une déclaration d'accession, au sens de l'article 28, alinéa (3).

En application de l'article 25, alinéa (3), de la même Convention, auquel renvoie l'article 28, alinéa (3), l'accession dont il s'agit prendra effet un mois après la date des instructions du Département politique, soit le 6 janvier 1957.

La Légation de Suisse saisit cette occasion...

ANNEXE

Note de l'Ambassade royale de Grèce à Berne au Département politique fédéral suisse, du 1^{er} novembre 1956

L'Ambassade royale de Grèce à Berne présente ses compliments au Département politique fédéral et a l'honneur de porter à sa connaissance, conformément à l'article 28, alinéa (2), de la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 26 juin 1948, que la Grèce a ratifié ladite Convention par décret-loi n° 3565.

Selon l'article 2 du décret-loi en question, le Gouvernement hellénique renonce à toutes les réserves qu'il avait formulées dans le passé lors des révisions de la Convention de Berne du 9 septembre 1886, et cette renonciation est valable pour tous les membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

En portant ce qui précède à la connaissance du Département politique fédéral, l'Ambassade royale de Grèce lui saurait gré s'il voulait bien lui faire parvenir en temps utile sa réponse, afin que le Gouvernement hellénique, conformément aux dispositions de l'article 28 précité, puisse fixer la date de la mise en vigueur de la Convention.

Cette Ambassade saisit l'occasion...

ROUMANIE

Changement de classe

pour la participation aux dépenses du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques

Notification du Gouvernement suisse aux Gouvernements des Pays unionistes, du 10 décembre 1956

Agissant conformément aux instructions qui lui ont été adressées par le Département politique fédéral suisse, la Légation de Suisse a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères que, par note du 11 octobre 1956, ci-jointe en copie et en traduction française, le Ministère des Affaires étrangères de la République populaire roumaine a informé la Légation de Suisse à Bucarest, conformément à l'article 23, alinéa (4), de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, de son intention de voir la Roumanie rangée dans la cinquième classe, dorénavant, pour sa participation aux dépenses du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

La Légation saisit cette occasion...

ANNEXE

Note du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie à la Légation de Suisse à Bucarest, du 11 octobre 1956

Le Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie présente ses compliments à la Légation de Suisse et a l'honneur de porter à sa connaissance que, conformément à l'article 23, alinéa (4), de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 9 septembre 1886, révisée à Berlin le 13 novembre 1908 et à Rome le 2 juin 1928, le Gouvernement roumain est d'accord que la République populaire de Roumanie soit rangée dans la cinquième classe pour sa contribution aux dépenses du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Le Ministère des Affaires étrangères prie la Légation de bien vouloir porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement suisse.

Le Ministère des Affaires étrangères saisit cette occasion...

Relations bilatérales

FRANCE—NORVÈGE

Décret français

portant publication des lettres échangées les 24 octobre et 20 novembre 1956 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement norvégien au sujet de la prolongation du délai légal de protection des œuvres littéraires et artistiques

(N° 56-1380, du 10 décembre 1956)¹⁾

Le Président de la République,
Vu les articles 26 et 31 de la Constitution;

¹⁾ Voir *Journal officiel de la République française*, du 3 janvier 1957.

Vu le décret n° 53-192, du 14 mars 1953, relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France;

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères,

décède:

Article premier. — Les lettres échangées les 24 octobre et 20 novembre 1956 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement norvégien au sujet de la prolongation du délai légal de protection des œuvres littéraires et artistiques seront publiées au *Journal officiel* de la République française.

Art. 2. — Le président du Conseil des Ministres et le Ministre des Affaires étrangères sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 décembre 1956.

René COTY

Par le Président de la République
Le président du Conseil des Ministres
Guy Mollet

Le Ministre des Affaires étrangères
Christian Pineau

Ambassade Royale de Norvège

Son Excellence Monsieur Christian Pineau
Ministre des Affaires étrangères, Paris

Paris, le 24 octobre 1956.

Monsieur le Ministre,

Considérant que la Norvège et la France admettent chacune, conformément aux termes du protocole additionnel au traité de commerce du 30 décembre 1881, protocole maintenu en vigueur par la convention du 13 janvier 1892, les ressortissants de l'autre pays au bénéfice du traitement national en ce qui concerne la propriété littéraire et artistique et considérant, d'autre part, que la Norvège et la France, par des lois du 2 décembre 1955 et du 21 septembre 1951 respectivement, ont prolongé le délai légal de protection des œuvres littéraires et artistiques, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon Gouvernement considère que les œuvres des ressortissants français sont admises en Norvège au bénéfice de la prolongation de protection déterminée par la loi norvégienne entrée en vigueur le 2 décembre 1955, si elles n'étaient pas, à cette date, tombées dans le domaine public.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que, en vertu de la convention franco-norvégienne précitée, les œuvres des ressortissants norvégiens bénéficient en France de la prolongation de protection prévue par la loi française du 21 septembre 1951, si elles n'étaient pas, à la date fixée par cette loi, tombées dans le domaine public, étant entendu que la durée de protection ne pourra excéder la durée fixée par la loi norvégienne du 2 décembre 1955.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, aux assurances de ma très haute considération.

Signé: Andvord, Ambassadeur

Monsieur l'Ambassadeur de Norvège en France
34, rue François-Ier, Paris 8^e

Paris, le 20 novembre 1956.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 24 octobre 1956 dont le texte est reproduit ci-dessous:

« Considérant que la Norvège et la France admettent chacune, conformément aux termes du protocole additionnel au traité de commerce du 30 décembre 1881, protocole maintenu en vigueur par la convention du 13 janvier 1892, les ressortissants de l'autre pays au bénéfice du traitement national en ce qui concerne la propriété littéraire et artistique

et considérant, d'autre part, que la Norvège et la France, par des lois du 2 décembre 1955 et du 21 septembre 1951 respectivement, ont prolongé le délai légal de protection des œuvres littéraires et artistiques, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon Gouvernement considère que les œuvres des ressortissants français sont admises en Norvège au bénéfice de la prolongation de protection déterminée par la loi norvégienne entrée en vigueur le 2 décembre 1955 si elles n'étaient pas, à cette date, tombées dans le domaine public.

« Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que, en vertu de la convention franco-norvégienne précitée, les œuvres des ressortissants norvégiens bénéficient en France de la prolongation de protection prévue par la loi française du 21 septembre 1951, si elles n'étaient pas, à la date fixée par cette loi, tombées dans le domaine public, étant entendu que la durée de protection ne pourra excéder la durée fixée par la loi norvégienne du 2 décembre 1955. »

En vous confirmant que les œuvres des ressortissants norvégiens sont admises au bénéfice de la prolongation de protection prévue en France par la loi du 21 septembre 1951, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le texte de votre lettre rencontre l'agrément du Gouvernement français.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

Signé: Christian Pineau

Législation intérieure

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Règlement du Copyright Office¹⁾

(En vigueur à dater du 11 août 1956)

(Première partie)

Partie 201 — Dispositions générales

Sections

- 201.1 Rapports avec le *Copyright Office*.
- 201.2 Renseignements fournis par le *Copyright Office*.
- 201.3 Répertoire des enregistrements du *Copyright Office*.
- 201.4 Cessions de *copyright* et autres documents.
- 201.5 Modifications des inscriptions de *copyright* effectuées au *Copyright Office* et des autres enregistrements.
- 201.6 Paiement et remboursement des taxes du *Copyright Office*.
- 201.7 Préparation des fiches de répertoire.
- 201.8 Déclarations d'importation.

Référence: §§ 201.1 à 201.8, publiés en vertu de la section 207.61 Stat. 666; 17 U. S. C. 207.

Autorisation: §§ 201.1 à 201.8, adoptés en vertu de l'article 207 (de la loi sur le droit d'auteur) 61 Stat. 666; 17 U. S. C. 207.

§ 201.1. — *Rapports avec le Copyright Office*. Le courrier et les autres communications doivent être adressés au *Register of Copyrights, Library of Congress, Washington 25, D. C.*

§ 201.2. — *Renseignements fournis par le Copyright Office*. — a) *En général*. (1) Les renseignements relatifs aux opérations du *Copyright Office* sont fournis gratuitement. Une recherche dans les enregistrements, index et dépôts sera faite pour les informations qu'ils peuvent contenir quant aux demandes de droit d'auteur, sur requête et moyennant paiement de la taxe réglementaire. Mais le *Copyright Office*

¹⁾ *Code of Federal Regulations*, Titre 37, Chapitre II (21 F. R. 6021) (Règlements, août 1956-5000). — Voir dans *Le Droit d'Auteur*, 1950, p. 26, le texte du précédent Règlement. — Traduit de l'anglais.

ne se charge pas de faire des comparaisons de dépôts en matière de droit d'auteur, en vue d'établir une similitude entre certaines œuvres, ni de donner des avis ou des conseils juridiques sur des questions telles que les suivantes:

- (i) la validité ou l'état de tout *copyright* autre que les faits consignés dans les enregistrements de l'Office;
- (ii) les droits des personnes, en cas de prétendue violation de *copyright*, de contrats entre auteurs et éditeurs, ou autres cas analogues;
- (iii) la protection d'œuvres à l'étranger ou l'interprétation de législations et de jurisprudences étrangères en matière de droit d'auteur;
- (iv) le bien-fondé, la portée ou la conformité d'un acte quelconque eu égard à la législation sur le *copyright*.

(2) En outre, l'Office ne peut se charger d'indiquer les noms des avocats spécialisés en matière de droit d'auteur, des éditeurs, des agences, ou de donner d'autres informations de même nature.

b) *Examen et copie d'enregistrements.* L'examen des enregistrements, index et dépôts doit être fait à un moment où il n'en résulte ni trouble ni retard dans l'activité du *Copyright Office*. En ce qui concerne les questions ayant trait directement aux *copyrights* et aux droits d'un auteur ou d'un propriétaire protégé par le droit d'auteur, on pourra prendre des copies des inscriptions figurant dans les registres, des demandes d'enregistrement après que celles-ci ont été inscrites et numérotées, des index d'enregistrements et des répertoires analogues établis à l'Office. Il est expressément interdit de prendre copie, dans les répertoires du *Copyright Office*, des noms et adresses de titulaires de droit d'auteur dans l'intention d'établir des listes de destinataires pour la correspondance ou pour tous autres usages analogues.

c) *Correspondance.* (1) La correspondance officielle — entre les personnes qui revendiquent un *copyright*, ou leurs mandataires et le *Copyright Office* — qui a directement trait à l'enregistrement d'une demande ou à un document enregistré peut être consultée par les personnes qui y sont dûment et directement intéressées. Les personnes, remplissant ces conditions et qui désirent obtenir des copies de la correspondance, peuvent recevoir satisfaction en s'adressant au *Register of Copyrights, Library of Congress, Washington 25 D. C.*, et en acquittant les droits pour l'établissement des duplicata. Les demandes de copies doivent spécifier quels sont les documents désirés et contenir une déclaration permettant à l'Office d'assurer que la personne qui formule cette demande est dûment et directement intéressée.

(2) La correspondance relative à une demande en suspens ou rejetée est considérée comme ayant un caractère confidentiel et ne peut pas être consultée.

(3) Le *Copyright Office* retournera, sans y répondre, toute lettre ayant un caractère abusif ou injurieux.

d) *Demandes de copies.* (1) Les demandes en vue de faire des copies d'enregistrements et de dépôts effectués au *Copyright Office* doivent être adressées au *Chief, Photoduplication Service, Library of Congress, Washington 25, D. C.* Les droits y afférents sont payables à ce fonctionnaire. Si la copie doit être certifiée par le *Copyright Office*, la taxe supplé-

mentaire qui en résulte doit être versée au *Register of Copyrights* et les sommes dues à ce double titre, ainsi que la lettre de transmission, doivent être envoyées au *Copyright Office*.

(2) Le *Copyright Office* autorisera la copie d'un dépôt de *copyright* lorsque l'une ou plusieurs des conditions suivantes se trouvent remplies:

(i) *Autorisation du titulaire.* Lorsque le titulaire du *copyright*, ou son mandataire désigné, a donné son autorisation par écrit.

(ii) *Demande présentée par un avocat.* Lorsque la demande est faite à l'occasion d'un procès, effectif ou éventuel, dans lequel l'œuvre protégée est impliquée, mais, dans tous les cas de ce genre, l'avocat du demandeur ou du défendeur, effectifs ou éventuels, au nom de qui la demande est présentée devra indiquer, par écrit: a) les noms des parties et la nature du litige; b) le nom du tribunal devant lequel l'action est en cours ou, dans le cas d'une action éventuelle, un exposé complet des faits relatifs au litige concernant l'œuvre protégée; et c) des assurances satisfaisantes à l'effet que la copie demandée ne sera utilisée qu'à propos du litige en question.

(iii) *Mandat d'un tribunal.* Lorsque mandat de faire une copie est donné par un tribunal connaissant de l'affaire dans laquelle cette copie doit être produite comme preuve.

§ 201. 3. — *Répertoire des enregistrements de copyright.* Le prix-courant de l'abonnement pour toutes les parties du répertoire annuel dont l'ensemble forme l'édition complète des enregistrements de *copyright* est de 20 dollars. Chaque partie de ce répertoire est publiée en deux fascicules semestriels ayant trait respectivement aux périodes janvier-juin et juillet-décembre. Les prix indiqués dans la liste ci-après ont trait à chaque fascicule semestriel. On peut se procurer ledit répertoire, contre paiement du prix fixé, auprès du *Register of Copyrights, Library of Congress, Washington 25, D. C.*, à qui les demandes de copies doivent être adressées et à qui les sommes dues sont payables.

Partie 1: Livres et brochures, y compris les feuillets

(*serials*) et articles de périodiques \$ 2.50

Partie 2: Périodiques 1.00

Parties 3, 4: Drames et œuvres préparés pour être prononcés 1.00

Partie 5 A: Musique éditée 1.50

Partie 5 B: Musique non éditée 1.50

Partie 5 C: Enregistrements de renouvellements. Musique 1.00

Partie 6: Cartes et atlas 0.50

Parties 7 à 11 A: Oeuvres d'art, reproductions d'œuvres d'art, dessins scientifiques et techniques, œuvres photographiques, estampes et illustrations 1.00

Partie 11 B: Impressions et étiquettes commerciales (*Commercial Prints and Labels*) 1.00

Parties 12, 13: Films et bandes cinématographiques 0.50

§ 201. 4. — *Cessions de copyright et autres documents.* Les cessions de *copyright* et d'autres documents relatifs aux *copyrights* seront enregistrées au *Copyright Office* moyennant paiement de la taxe réglementaire. Ces documents com-

prennent, par exemple, les procurations d'avocat, les licences permettant d'utiliser une œuvre protégée, les accords conclus entre les auteurs et les éditeurs, ayant trait à une œuvre ou aux œuvres déterminées ainsi qu'aux droits y relatifs, les hypothèques, les certificats de changement de nom de société, les testaments et les ordonnances visant le partage de successions. Le document original et signé doit être soumis à l'enregistrement et il est retourné à l'expéditeur avec un certificat d'enregistrement. Lorsque le document original n'est pas disponible, une copie certifiée conforme, ou autre, peut être présentée, mais celle-ci devra être accompagnée d'une déclaration constatant que l'original n'est pas disponible.

§ 201.5. — *Modifications des inscriptions de copyright effectuées par le Copyright Office ainsi que des autres enregistrements.* — a) *Aucune radiation.* Il ne sera fait aucune correction ou radiation d'inscription de *copyright* ou autre enregistrement (à moins qu'il ne s'agisse d'une inscription ou enregistrement provisoires effectués moyennant perception de la taxe prévue au § 201.6) après que cette inscription ou cet enregistrement auront été effectués, si les faits qui y sont énoncés sont conformes à ceux qui ont été indiqués à l'Office en vue d'effectuer ledit enregistrement. Toutefois, le *Register of Copyrights* sera libre de décider si des circonstances particulières justifient l'apposition d'une annotation sur un enregistrement, en vue d'y apporter un éclaircissement, une explication ou une indication se référant à des données relatives aux faits énoncés dans ledit enregistrement et qui se trouveraient mentionnés par ailleurs, dans les enregistrements, les index ou la correspondance de l'Office.

b) *Correction au moyen d'un nouvel enregistrement.* Dans des cas exceptionnels, si le requérant désire rectifier, amender ou amplifier un enregistrement déjà effectué d'après des renseignements fournis par une personne, ou par le représentant de celle-ci, qui présente une revendication, une nouvelle demande indiquant l'objet des modifications sera déposée, accompagnée de la taxe réglementaire et du nombre d'exemplaires requis pour une nouvelle demande. Lorsqu'il aura été établi de façon satisfaisante que des exemplaires de l'œuvre originale ne peuvent pas être obtenus aux fins de communication, des photocopies ou des copies sur microfilm de l'original pourront être présentées.

§ 201.6. — *Paiement et remboursement des taxes du Copyright Office.* — a) *En général.* Toutes les taxes envoyées au *Copyright Office* devront l'être au moyen d'un mandat-poste, d'un chèque ou d'un effet à vue payable au *Register of Copyrights*. Les pièces de monnaie ou les billets de banque, expédiés à l'Office dans des lettres ou des paquets, le sont aux risques de l'expéditeur. Les remises provenant de l'étranger doivent être payables et immédiatement négociables aux Etats-Unis, pour le montant intégral de la taxe due. Les chèques non visés sont acceptés sous réserve d'encaissement. Lorsque la taxe réglementaire est acquittée par chèque, l'inscription de la demande de *copyright* ou tout autre enregistrement fait par l'Office n'est que provisoire, tant que le paiement n'a pas été effectivement recouvré en espèces.

Dans le cas où la taxe ne serait pas payée, l'inscription ou tout autre enregistrement seront rayés.

b) *Comptes de dépôt.* Les personnes ou les sociétés qui ont un nombre considérable d'affaires avec le *Copyright Office* peuvent, pour leur propre commodité, payer d'avance les frais de *copyright*, en se faisant ouvrir un compte de dépôt.

c) *Remboursements.* Les sommes payées pour les demandes qui sont rejetées, ou les paiements qui excèdent le montant de la taxe réglementaire seront remboursés, mais, à moins de demande expresse, les sommes qui ne dépassent pas 25 cents ne seront pas retournées, et ces sommes pourront être remboursées en timbres-poste. Toutes les sommes supérieures seront remboursées par chèque.

d) *Renvoi des exemplaires déposés.* Les exemplaires d'œuvres déposées, conformément à la loi, au *Copyright Office*, y sont conservés ou sont transférés à la Bibliothèque du Congrès, pour ses archives permanentes ou à d'autres usages, ou bien il peut en être disposé conformément à la loi. Lorsqu'une demande est rejetée, le *Copyright Office* se réserve le droit de conserver les exemplaires déposés.

§ 201.7. — *Préparation des fiches de répertoire.* La fiche de répertoire, qui peut être jointe à une œuvre d'origine étrangère, ainsi qu'il est prévu à la section 215 du titre 17 du Code des Etats-Unis, tel qu'il a été amendé, peut être une fiche de catalogue fournie par une bibliothèque du pays de publication. En lieu et place de cette fiche, le requérant peut préparer sa propre fiche, ou remplir la formule fournie par le *Copyright Office*. La fiche de répertoire doit contenir le nom complet de l'auteur de l'œuvre originale, le titre et les indications figurant sur la page du titre, le nombre de pages, le nom de la personne qui revendique le *copyright*, la ville et l'année de publication, et les noms de tous les autres auteurs, rédacteurs, etc. que le requérant estime suffisamment importants pour être enregistrés. Dans la mesure du possible, l'année de naissance de chaque auteur nommé doit être indiquée. Au cas où la formule fournie par l'Office n'est pas utilisée, les dimensions de la fiche doivent être, de préférence, de 5 pouces sur 3, soit 12,5 × 7,5 cm. Le *Register of Copyrights* se réserve le droit d'accepter les fiches de répertoire qui ne seraient pas conformes aux indications ci-dessus.

§ 201.8. — *Déclarations d'importation.* Le *Copyright Office* publiera les déclarations d'importation concernant les livres et périodiques publiés pour la première fois à l'étranger en langue anglaise, et qui doivent être importés selon les dispositions de la section 16 du titre 17 du Code des Etats-Unis tel qu'il a été amendé. Une déclaration relative à l'importation de 1500 exemplaires sera délivrée à la personne nommée dans la demande concernant l'enregistrement *ad interim* du *copyright*. Le détenteur de cette déclaration la présentera à l'agent des douanes, de service au port d'entrée. Au reçu d'une déclaration de cet agent, indiquant une importation inférieure à 1500 exemplaires, une nouvelle déclaration sera délivrée pour le solde.

(A suivre)

PARTIE NON OFFICIELLE

Études générales

Le projet de loi suédois ¹⁾

Torwald HESSER
Conseiller adjoint
près la Cour d'appel de Stockholm

Correspondance

Lettre d'Allemagne
*(Deuxième et dernière partie)**

ticle. Peu après, il fut condamné pénalement pour des irrégularités commises dans l'exercice de ses fonctions. Alors que ce jugement n'était pas encore passé en force de chose jugée, une section départementale du parti populaire autrichien fit paraître, dans une publication éditée par elle, un article où la photographie du demandeur était reproduite, accompagnée d'un texte injurieux, qui faisait allusion à la condamnation prononcée. Se fondant sur le § 78 de la loi sur le droit d'auteur de 1936¹⁾, le demandeur a fait assigner la section départementale en question en paiement de 5000 shillings à titre de dommages-intérêts, pour avoir répandu, sans autorisation, son portrait au moyen de la publication susmentionnée. Le tribunal de première instance a d'abord limité la procédure à la question de principe et a déclaré, par jugement incident, que la prétention du demandeur était fondée. L'appel formé par la défenderesse a été rejeté. Selon l'*Oberlandesgericht* de Vienne, celle-ci prétend à tort que le demandeur doit souffrir qu'on répande son portrait, puisque celui-ci a déjà été publié. « La loi sur le droit d'auteur — lit-on dans les motifs de l'arrêt — part du principe de l'appréciation des intérêts en présence, et protège le portrait dans tous les cas où son exhibition ou sa diffusion porteraient atteinte à un intérêt légitime de la personne représentée. Chacun doit être protégé contre les abus de l'usage public de son portrait; il en est donc ainsi, en particulier, lorsque la diffusion du portrait est compromettante ou que celui-ci est utilisé en public pour dénigrer le modèle. Or, c'est ce qui a eu lieu en ce qui concerne le pamphlet en question. Car il y est dit — à tort ou à raison — que le demandeur a commis de graves infractions et, en y joignant sa photographie, on le désigne d'une manière qui permet à chacun de l'identifier immédiatement... Peu importe la question de savoir si l'article en cause... contient des inexactitudes caractérisées. »

Nouvelles diverses

Italie

*Ratification de la Convention universelle sur le droit d'auteur*²⁾

Par lettre du 7 décembre 1956, le Directeur Général de l'Unesco nous a informé que l'instrument de ratification par l'Italie de la Convention universelle sur le droit d'auteur et des Protocoles annexes 2 et 3 a été déposé entre ses mains le 24 octobre 1956.

Aux termes de l'article IX, paragraphe 2, de ladite Convention, celle-ci entrera en vigueur pour l'Italie trois mois après le dépôt de cet instrument de ratification, soit le 24 janvier 1957.

Conformément à son paragraphe 2 b), le Protocole annexe 2 entrera en vigueur pour l'Italie le même jour que la Convention. Le Protocole annexe 3 est entré en vigueur pour l'Italie à dater du jour même du dépôt de l'instrument de ratification, en conformité avec les dispositions de son paragraphe 6 b).

¹⁾ Le § 78, alinéa 1, de la loi sur le droit d'auteur a la teneur suivante: « Les portraits de personnes ne doivent être ni exposés publiquement ni répandus d'une autre manière par laquelle ils seraient rendus accessibles au public, s'il était, de ce fait, porté préjudice à de légitimes intérêts de la personne représentée... ».

²⁾ Pour les autres pays appliquant la Convention universelle, voir *Droit d'Auteur*, 1956, p. 148.

Prof. Dr Eugen ULMER
Munich

Jurisprudence

AUTRICHE

Droit de la personne sur sa propre image.

(Vienne, *Oberlandesgericht*, 13 septembre 1954)¹⁾

Le demandeur, qui était employé à l'Office de prévoyance sociale à Vienne, a publié dans un journal socialiste un article sur la bienfaisante activité de cet organisme; sa photographie était reproduite avec l'ar-

¹⁾ Traduit de l'allemand. — Ce résumé d'arrêt nous a été aimablement communiqué par le Dr Paul Abel.

L'artiste exécutant
Le fabricant de phonogrammes
Le radiodiffuseur

The Performing Artiste
The Record Manufacturer
The Broadcaster

SOMMAIRE

	Pages
Note sur la protection des enregistrements visuels et audiovisuels dans un certain nombre de pays (quatrième et dernière partie), par S. C.	119

CONTENTS

	Pages
Note on the protection of visual and visual-and-aural recordings in certain countries, by S. C.	119



**Prière d'adresser toute communication relative à la rédaction et aux abonnements
aux Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique
Helvetiastrasse 7, à Berne (Suisse)**

**All correspondence concerning editorial matters and subscriptions to be addressed to:
The United International Bureaux for the Protection of Industrial, Literary and Artistic Property
7, Helvetiastrasse, Berne (Switzerland)**

Note sur la protection des enregistrements visuels et audiovisuels dans un certain nombre de pays

par S. C.

(Quatrième et dernière partie)*

France (suite)

D. Durée de la protection et formalités

La durée de la protection pour les œuvres cinématographiques est de cinquante ans après la mort de l'auteur¹⁰⁰⁾; à quoi il y aurait lieu d'ajouter, selon les cas, les prolongations à raison des deux guerres mondiales¹⁰¹⁾.

Il existe en France un registre public destiné à assurer la publicité des conventions visées par la loi n° 90, du 22 février 1944, relative à la publicité des actes, conventions et jugements en matière de cinématographie. Le titre provisoire ou définitif d'un film destiné à la projection publique en France peut être déposé au registre public de la cinématographie, à la requête du producteur, qui remet à l'appui une copie du contrat ou une simple déclaration émanant du ou des auteurs de l'œuvre originale dont le film a été tiré ou de leurs ayants droit, justifiant de l'autorisation de réaliser ledit film d'après cette œuvre et précisant le délai pour lequel cette autorisation est conférée¹⁰²⁾. En cas de non-dépôt du titre du film

*) Voir *L'artiste exécutant*, octobre, novembre et décembre 1956, p. 81, 104 et 114.

¹⁰⁰⁾ Cf. loi des 14-19 juillet 1866, art. 1^{er}.

¹⁰¹⁾ Cf. loi prorogeant, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique, du 3 février 1919, et loi prorogeant, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique, du 22 juillet 1941.

¹⁰²⁾ Cf. art. 2 de la loi n° 90, du 22 février 1944. Il semble qu'il faille rapprocher de ladite loi celle du 20 novembre 1943, relative au droit d'édition et de représentation des œuvres cinématographiques (n° 659), subordonnant l'exercice desdits droits à l'autorisation exclusive du producteur (cf. art. 2 de la loi); en effet, les deux lois en question dérogent en quelque sorte aux règles générales sur le droit d'auteur, la première, en donnant l'impression de subordonner la protection à l'accomplissement de la formalité du dépôt et, la seconde, en donnant le

ou de non-inscription des actes, conventions ou jugements, relatifs au film, dont mention est faite à l'article 3 de la loi n° 90, du 22 février 1944, les droits résultant desdits actes, conventions ou jugements ne peuvent être opposés aux tiers¹⁰³⁾.

E. Support matériel

Il n'y a point de dispositions légales françaises déterminant expressément la nature juridique du support matériel. Cependant, vu le courant dominant de la jurisprudence pour ce qui est de la nature de l'œuvre cinématographique¹⁰⁴⁾, ainsi que certains cas jurisprudentiels relatifs à la piste sonore du film, il faudrait en conclure que l'enregistrement d'une œuvre sur piste sonore est considéré comme une reproduction de l'œuvre par la cinématographie, et non comme un enregistrement sur des instruments mécaniques; par conséquent, ce sont les stipulations de l'article 14 de la Convention de Berne qui seraient applicables¹⁰⁵⁾.

droit d'édition et de représentation au seul producteur (voir, nonobstant, *contra* sous note 97, *supra*).

¹⁰³⁾ Ainsi que nous le faisons remarquer sous la note précédente, la question se pose de savoir si la protection, contrairement aux dispositions de l'article 4, alinéa (2), de la Convention de Berne, est subordonnée aux formalités du dépôt ou enregistrement. Le Tribunal de la Seine a jugé, le 11 juillet 1952, qu'un titre de film cesse d'être protégé lorsque la formalité de dépôt instituée par la loi du 22 février 1944 n'a pas été observée; il s'agissait du titre *La plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a* (Trib. civ. Seine, 11 juillet 1952, Société Gaumont c. Henriquez, *Gaz. du Palais*, 29 novembre 1952); le même cas a été jugé en appel (Cour d'appel de Paris, 30 avril 1954, Henriquez c. Société nouvelle des Etablissements Gaumont, *Gaz. du Palais*, 9 juin 1954); le jugement du tribunal a été confirmé.

¹⁰⁴⁾ Cf. *supra* sous note 95.

¹⁰⁵⁾ Cf. Cour d'appel de Paris, 21 décembre 1949, Enoch & Cie c. Société France Libre Actualités.

Note on the protection of visual and visual-and-aural recordings in certain countries

by S. C.

Austria

A. Basis of Protection

Cinematographic works are protected in Austria by a provision of the copyright law, as a special category of the works protected by the terms of the said law¹⁾. The term "cinematographic works" according to this law, is to be understood as applying to figurative moving works, presenting the events and action forming the object of the work, either

visually only or simultaneously visually and orally, subject to their constituting an original creation²⁾.

Cinematographic productions not constituting an original creation are protected as photographs, in view of the fact that moving pictures (cinematographic products) produced by means of a photographic or similar process enjoy the protection granted to photographs³⁾.

²⁾ Cf. Chapter I, Section I, § 4, and Chapter I, Section I, § 1 of the 1936 law.

¹⁾ Federal law concerning copyright on literary and artistic works and connected rights of 30th April, 1936 with modifications up to 8th July, 1953.

³⁾ Para. (2) of § 73 of Chapter II, Section II reads as follows: «Moving pictures thus produced (cinematographic productions) are governed by the provisions applying to photographs, without prejudice to the copy-right provisions concerning the protection of cinematographic works.»

B. Holder of the right to protection

The Austrian law provides for two distinct cases in granting protection: one concerning cinematographic works protected in accordance with the provisions of Chapter I of the law (the definition of which is given in § 4) and the other concerning cinematographic productions, protected in accordance with the provisions of Chapter II, assimilated to photographs⁴⁾.

In the first case, the Austrian law has provided a solution based on the special character of the cinematographic work. With regard to works produced for commercial purposes, anyone who has collaborated in the creation of a work, in such a way that the composition of this work as a whole represents a personal intellectual creation, may require the film producer to cite him as author of the film on the film itself and in advertisements concerning the cinematographic work in question. The owner of the enterprise (film producer) also has certain rights which do not necessarily entail his being considered as co-author of the film, since the provisions concerning his prerogatives do not affect the author's rights relative to works used in the production of a cinematographic work constituting a new artistic entity⁵⁾.

In the second case, for films assimilated to photographs and produced for commercial purposes, it is the owner of the enterprise (film producer) who is considered as holding the right to protection⁶⁾.

C. Scope of protection

I. Rights concerning certain utilisations

a) Recording or reproduction of a cinematographic work

The recording or reproduction of a cinematographic work itself (as defined in § 4 of the law) belongs to the film producer⁷⁾. In view of § 38 of the law which grants the right of disposal with regard to cinematographic works produced for commercial purposes to the film producer, and of No 1 of Section III of the first chapter of the law which defines the rights included in the right of disposal, it must be considered that, in the field of cinematographic works, the law departs from its general provisions in as much as it confers the recording or reproduction right to the film producer, without prejudice to the rights of the author in connection with works used for the production of the cinematographic work.

With regard to cinematographic productions assimilated to photographs, the owner of the enterprise (producer) also possesses the recording or reproduction right⁸⁾.

4) The definition of "cinematographic works" given in § 4 of the law is as follows: "The term 'cinematographic work' (films) includes, according to the present law, figurative moving works, presenting the events and action forming the object of the work, either visually only or simultaneously visually and orally, regardless of the process employed in the production or presentation of the work."

5) In view of the special character of the cinematographic work the Austrian law contains a Section VI (Chapter I) concerning cinematographic works produced for commercial purposes which grants certain rights to the film producer, as well as to the author thereof, as defined by § 39 of the law.

6) Cf. § 74, para. (1), of the law.

7) It would perhaps be more precise to say that § 38 of the law grants the right of disposal to the producer but this right includes the recording or reproduction right.

8) Cf. § 74, para. (1).

b) Broadcast or public communication of a cinematographic work

Here also a distinction should be made between two categories of films. For cinematographic works properly so called and produced for commercial purposes, the film producer holds the broadcasting or public communication right⁹⁾.

For films assimilated to photographs and produced for commercial purposes, the owner of the enterprise has the exclusive broadcasting or public communication right¹⁰⁾.

c) Utilisation right of a cinematographic work

The Austrian law stipulates that utilisation rights in connection with cinematographic works produced for commercial purposes may be transferred to a third party without the consent of the producer if there exists no agreement to the contrary with the latter¹¹⁾.

2. Moral Right

Changes may not be made to the cinematographic work, its title or the designation of the producer without the consent of the film producer except within the limits set out in the provision of § 21, para. (1). The provisions of § 21, para. (1), in this instance apply to the producer by analogy to the author¹²⁾.

Modifications to the work enumerated under § 21 of the law are also subject to the consent of the authors whose names appear in the designation of the authors¹³⁾. However, if the author refuses to give the authorisation requested without sufficient grounds, the film producer may sue him with a view to the grant of this authorisation¹⁴⁾.

In order to be able to dispose of alterations and translations of the cinematographic work, the authorisation of the producer and of the authors must be obtained¹⁵⁾. The producer has the right to sue the authors in order to obtain this authorisation¹⁶⁾.

§ 39, para. (1), which gives a definition of the author of the cinematographic work, also grants to the latter the right to require from the producer that his name should appear on the film itself and in the advertisements relative to the cinematographic work. The designation of the author must also

9) Cf. § 38, para. (1), and § 14, para. (1); § 17, para. (1), of the law.

10) Cf. § 74, para. (1).

11) Cf. § 40, paras. (2) and (3). Utilisation rights, according to the Austrian law, include all the rights enumerated between §§ 14 and 18 of the law, i. e. right of disposal, multiplication, circulation, broadcasting, presentation, etc. Thus it would appear that relations between the producer and the author of the cinematographic work must be very clearly defined by contractual provisions, otherwise the provisions of § 38, para. (1), of the law would have no great importance.

12) § 21, para. (1), reads as follows: "If a work is used or reproduced in such a way as to give the public access to it, the persons to whom this use or reproduction is assigned do not possess the right to abbreviate, add to or modify in any way the work, its title or the designation of the author, without the consent of the author or unless the law so permits. In particular, may be considered as legal modifications which the author cannot refuse, in accordance with usual practices of good faith in commerce, to the person who has the right to use the work, namely modifications necessitated by the means and aim of the authorised utilisation."

13) Cf. Decision of the Supreme Court, 11th February, 1953: *Styria*, company for the distribution and exploitation of films and Associates v. *Kiba*, company for the exploitation, distribution and production of cinematographic films. See *Le Droit d'Auteur*, February, 1954, p. 37. Cf. § 39, para. (3), of the law.

14) Cf. § 39, para. (5).

15) Cf. § 39, para. (4).

16) Cf. § 39, para. (5).

appear in the advertisements concerning the public presentation and broadcasting of the cinematographic work¹⁷⁾.

The author may also oppose "deformations, mutilations or other modifications to the work which would seriously compromise his intellectual interests"¹⁸⁾.

The producer also has the right to request for his name to appear on the film with regard to films assimilated to photographs¹⁹⁾.

D. Duration of protection and formalities

The period of protection enjoyed by a cinematographic work is 30 years after filming and if the work has been made public in the course of this period, 30 years after publication²⁰⁾. In calculating the periods of protection, account will not be taken of the year in the course of which the determining factor for the commencement of the period is established²¹⁾.

For films assimilated to photographs, the period of protection is 20 years after filming; however, if the film is made public before the expiration of this period, the protection expires 20 years after publication. These periods are calculated in the same way as for cinematographic works properly so called²²⁾.

No formality is required to ensure the protection of a cinematographic work.

E. Original print

A cinematographic work may be produced in different ways; the possession of the original print does not, however, give the right to exercise prerogatives attaching to ownership of copyright; on the contrary, the holder of a copy of the work is bound, on request, to give the author access to this copy in as far as it is necessary for the latter to reproduce the work²³⁾.

The law [§ 15, para. (2)] considers as a multiplication the recording of a recitation or a performance of a work by instruments used for the repeated production visually and orally (recording apparatus of pictures or sound), such as films or records. However the sound part of a film (sound track) whilst being considered as a mechanical reproduction of the work, is not subject to a system of compulsory licences. Protection of the cinematographic sound recording is assured to the author by means of the multiplication right²⁴⁾, and the compulsory licence stipulated for sound recording apparatus²⁵⁾ does not apply to instruments used in simultaneous and renewable reproduction of visual and oral works (picture and sound recording apparatus)²⁶⁾. In addition, the provisions providing, in certain cases, for the free public performance of published musical works do not apply to a musical work connected with a cinematographic work²⁷⁾.

17) Cf. § 39, para. (2).

18) Cf. § 21, para. (3).

19) Cf. § 74, para. (3).

20) Cf. § 62. It should be noted that the provisions of this § depart from the general provisions on literary and artistic works.

21) Cf. § 64.

22) Cf. § 74, para. (6).

23) Cf. § 22.

24) A sound-track recording is considered as a multiplication of the work [cf. § 15, para. (2)].

25) Cf. § 58, paras. (1) and (2).

26) Cf. § 58, para. (4).

27) Cf. § 53, para. (3).

Philippines

A. Basis of Protection

Cinematographic works (cinematographic pictures) are protected in the Philippines by a provision of the law concerning the protection of intellectual property²⁸⁾. The law does not make any distinction between the different categories of cinematographic productions protected (e. g.: dramatic films, documentary films, newsreels, etc.).

B. Holder of the right to protection

The legislation on intellectual property does not contain any provision on the question concerning who should be considered as the author of a cinematographic work. The co-authors of a film enjoy a right of original authorship. The producer may acquire a derived right as assignee²⁹⁾.

C. Scope of protection

1. Rights concerning certain utilisations

a) Recording or reproduction of a cinematographic work

The holder of the copyright of a cinematographic work has the exclusive right to reproduce the cinematographic work³⁰⁾.

b) Broadcast or public communication of a cinematographic work

The holder of copyright of a cinematographic work has the exclusive right to communicate it to the public³¹⁾.

2. Moral Right

The legislation contains no provision concerning the moral right.

D. Duration of protection and formalities

The period of protection enjoyed by a cinematographic work is the same as that granted to literary and artistic works in general, i. e. 30 years from the registration of the work, with the possibility of renewal for a further 30 years³²⁾.

Certain formalities, such as publication of the notice of copyright, registration, deposit, are required for securing copyright³³⁾.

E. Original print

There is no provision in the law on this question.

Egypt

A. Basis of Protection

Cinematographic works are protected in Egypt by virtue of the law on copyright as constituting objects specially protected by the said law³⁴⁾.

28) Act No 3134, An Act to Protect Intellectual Property (6th March 1924). Section 1 of the said law stipulates that it should be called "The Copyright Law of the Philippine Islands". Cinematographic works are mentioned as being protected according to Section 2, para. (j).

29) Cf. M. V., "Cinématographie et droit d'auteur dans les pays unionistes", *Le Droit d'Auteur*, June, 1953, p. 64. See Section 6 of the law.

30) Cf. Section 3, paras. (a) and (c).

31) Cf. Section 3, paras. (c) and (d).

32) Cf. Section 18.

33) Cf. Section 11.

34) Copyright Law of 24th June, 1954. Article 2 of the law mentions "cinematographic and photographic works" in enumerating the works whose authors enjoy the legal protection granted under the law.

The law does not provide for any special distinctions between the different categories of cinematographic productions protected (e. g.: dramatic films, documentary films, newsreels, etc.)³⁵, except with regard to the duration of protection (see *infra* under para. D).

B. Holder of the right to protection

Under the terms of the Egyptian law, the following are considered as co-authors of a cinematographic work: 1. the author of the scenario; 2. the author of the adaptation of a literary work to cinematographic art; 3. the author of the dialogue; 4. the author of the music, if it has been composed specially for a cinematographic work; 5. the director, if he has exercised effective control and has taken positive action in the intellectual creation of a cinematographic work³⁶).

If a cinematographic work is a résumé of a preexisting work or if it is derived therefrom, the author of the original work is considered as co-author of the new work³⁶).

The person who undertakes the creation of a film or who assumes the responsibility for this creation and puts at the disposal of the authors of the work the material and financial means necessary for its production and its creation is recognised as producer of a cinematographic work³⁷).

The producer is always considered as publisher of the cinematographic work and holds all the publishing rights on the film and its copies³⁷).

Consequently, the Egyptian law grants an author's right to the co-authors mentioned above of the cinematographic work and a publisher's right to the producer; naturally the latter may acquire the author's rights as assignee.

C. Scope of protection

1. Rights concerning certain utilisations

a) Recording or reproduction of a cinematographic work

The author of a cinematographic work possesses the recording or reproduction right of his work³⁸).

b) Broadcast or public communication of a cinematographic work

The author of a cinematographic work (i. e. the author of the scenario, the author of the adaptation of a literary work, the author of the dialogue and the director, jointly) has the presentation (public communication) right of the work, regardless of the opposition of the author of the original literary work or the author of the musical part, without prejudice to the civil rights of the opponent in connection with his capacity as co-author³⁹).

³⁵) However, in view of the provisions of article 1 of the law granting protection to the "authors of original works in the field of literature, arts and science, of whatever nature, mode of expression, and whatever the importance or the destination of the said works", it appears that a minimum of originality is required by the law with a view to the protection of a cinematographic work. This point of view is supported by pre-legislative case law, which will be referred to *infra*.

³⁶) Art. 31.

³⁷) Art. 34.

³⁸) Art. 6, 2c.

³⁹) Art. 32. Cf. Decision of the Commercial Tribunal of Cairo, 5th May, 1934, Society of authors, composers and music publishers v. Cinéma Triomphe (*Le Droit d'Auteur*, 1934, p. 128): This decision, dating from before the promulgation of the copyright law, recognises quite an extensive right to the producer. The composer who allows a film producer to record his music does not assign to him the right to publish, but cedes his

According to the terms of article 6, 1°, of the law, the broadcasting right belongs to the author of a cinematographic work.

c) Utilisation right of a cinematographic work

During the whole of the period agreed upon for the exploitation of the film, the producer is considered, in the absence of any agreement to the contrary, as representing the authors of a cinematographic work and their legal representatives with regard to the expenditure necessary in the projection and exploitation of the film, without prejudice to the rights of the authors of adapted musical or literary works⁴⁰).

2. Moral Right

The law contains provisions which grant to the author a paternity right⁴¹) and a right to oppose any modification of the work⁴¹). The authors also have the right to make any modifications or arrangements to the work which they consider necessary⁴²).

Article 42 of the law stipulates that in serious cases, the author alone has the right to request a tribunal to issue an Order permitting him to withdraw his work or to make essential alterations to it, regardless of the cession of his exploitation rights, subject to his granting an equitable indemnity to the assignee of these exploitation rights.

It appears that the above provisions which apply to authors of protected works in general, also apply to the authors of cinematographic works.

D. Duration of protection and formalities

With regard to the period of protection of the cinematographic work, the law establishes a distinction between original cinematographic works and those "not of a creative character and limited to a simple mechanical reproduction of scenes". The period of protection is the lifetime of the author and fifty years after his decease for cinematographic works in the first category. For works produced in collaboration, the period is calculated from the date of the decease of the last surviving collaborator. This period is calculated from the date of publication if the legal holder of the right is a moral, public or private person. For works in the second category, the period of protection is fifteen years from the date of the first publication of the work⁴³).

No formality is required to ensure the protection of a cinematographic work.

work to be incorporated in that of the author and, as the composer no longer has any publishing right on the latter, he cannot claim an execution right. When such a work is to be presented, there can be no question of referring to the authors of each of the pieces used, as these authors are no longer the authors of the final work created by the producer of the film "the brain which has combined and fused the whole to produce a new work". The Cairo Tribunal thus concluded that it is only when the film is simply a reproduction, without any originality, of the work of the composer that the latter may claim rights on it. Cf. the Decision of the Court of Appeal of Alexandria of 27th January, 1937 (*Le Droit d'Auteur*, 1937, p. 88) and, *contra*, the Decision of the Civil Tribunal of Cairo (1st Chamber), of 19th June, 1939 (*Le Droit d'Auteur*, 1940, p. 103). See also the Decision of the Court of Appeal (2nd Chamber), of 13th June, 1946 (*Le Droit d'Auteur*, 1946, p. 128): distinction between the publishing and the presentation right.

⁴⁰) Art. 34.

⁴¹) Art. 9.

⁴²) Art. 7.

⁴³) Art. 20.

E. Original print

Possession of the original print does not entail the right to exercise the prerogatives of the holder of the copyright⁴⁴). The authors of the literary or musical part of the cinematographic work (sound track) have the right, except in the case of an agreement to the contrary, to publish their work otherwise than through the cinema⁴⁵).

Spain

A. Basis of Protection

Cinematographic works are not expressly mentioned as being objects of the protection granted by the intellectual property law of 10th January, 1879. In addition to the law of 1879 on intellectual property and the Regulations of 3rd September, 1880, protecting cinematographic works by extension, the Royal Order in Council N° 1789, reforming the legislation on industrial property of 26th July, 1929, modified by the Order of 26th December, 1947, institutes protection of films produced for industrial exploitation. Certain provisions of the Civil Code also apply to the protection of cinematographic works⁴⁶). (In view of the fact that Spain ratified the text of the Berne Convention, revised at Brussels in 1948, and that the law of 5th August, 1932 established the text of the Convention revised at Rome in 1928 as having the same force as internal law, it would appear that the same practice had to be followed by the courts who applied the provisions of the Convention to nationals.)⁴⁷)

Article 1 of the law of 1879 stipulates that intellectual property includes, for the purposes of the law, scientific, literary and artistic works published by any means. On the other hand, article 1 of the Regulations reads as follows: "The following are considered as works for the purposes of the law concerning intellectual property: all those which are produced and may be published by the following processes: ...; or by any other system of printing or reproduction at present known or subsequently invented". It thus appears that a cinematographic work comes into the category of objects protected by virtue of the above-mentioned provisions.

Independently of intellectual property rights, films (and the titles of films) produced for industrial exploitation are protected under the terms of the Royal Order in Council of 1929, modified by the Order of 1947.

B. Holder of the right to protection

The holders of the right to protection are the literary and artistic creators. Article 2 of the Regulations considers as author, for the purposes of the law on intellectual property, the person who conceives and creates any scientific or literary work or who creates or executes an artistic work. In the opinion of the *Sociedad de Autores de Obras Cinematográficas* (associated with the *Sociedad General de Autores de España*), should be considered as co-authors of a cinemato-

graphic work, the author of the résumé or adaptation of an original work for a film, the author of the scenario and of the dialogue, to whom should be added the composer and, where appropriate, the author of the lyrical text.

In accordance with article 6 of the law, the producer may become the assignee of the rights of the authors of a cinematographic work.

C. Scope of protection

1. Rights concerning certain utilisations

a) Recording or reproduction of a cinematographic work

The reproduction right belongs to the holders of the intellectual property right⁴⁸).

b) Broadcast or public communication of a cinematographic work

The public communication right belongs to the holders of the intellectual property right⁴⁹).

2. Moral Right

It appears that articles 69 and 70 of the Regulations which grant a moral right to the author and to the owner of the intellectual property right apply to cinematographic works. In effect, Spanish case law has many times been based on article 6^{bis} of the revised Berne Convention, applying it to internal relations.

D. Duration of protection and formalities

The period of general protection of literary and artistic works consists of the lifetime of the author and 80 years after his decease⁵⁰). Independently of the period of protection enjoyed by the authors of literary scenarios, composers, etc. of cinematographic works, the titles characterising the scenario of a film which is produced for industrial exploitation, enjoy a period of protection of five years from the date of registration, and may be renewed for a further period of five years⁵¹).

Protection is subject to certain formalities such as registration⁵²).

Turkey

A. Basis of Protection

Cinematographic works are protected in Turkey as a category of objects protected by the law on intellectual and artistic works, N° 5846 of 10th December, 1951. Cinematographic works of an original character⁵³) and protected as such, under the terms of the said law, are as follows: 1. cinema films; 2. films of an instructive or technical nature or

⁴⁸) Art. 7 of the law.

⁴⁹) Art. 19 of the law. The co-authors of a cinematographic work reserving the right of public presentation, apparently the provisions of article 23 of the law apply to cinematographic works also: "The author of a libretto or any other literary production put to music and performed in public, shall have the exclusive right to have printed and to sell separately the literary part; the composer may act in the same way with regard to the musical part. In the case where the author of a libretto prohibits its presentation, the author of the music may apply it to a new dramatic work".

⁵⁰) Art. 6 of the law.

⁵¹) Art. 229 of the Royal Order in Council N° 1789.

⁴⁶) Cf. art. 428 and 429 of the Civil Code of 1889; also art. 5 of the 1879 law: "Intellectual property shall be regulated by common law, with no restrictions other than those imposed by the law".

⁴⁷) Cf. H. L. Pinner, *World Copyright*, Leyden, 1953, p. 756.

⁵²) Art. 33 of the law; art. 22 of the Regulations; art. 221 et seq. of the Royal Order in Council N° 1789, modified by the Order of 26th December, 1947.

⁵³) Cf. art. 1 of the law.

newsreels; 3. slides for projection of a scientific, technical or aesthetic character. Films which serve simply to transmit pieces of music, speeches, conferences, etc. are not considered as cinematographic works⁵⁴). The latter and cinematographic productions in general with no artistic character may be protected according to the *ad hoc* provisions of the law dealing more particularly with unfair trade practices⁵⁵).

B. Holder of the right to protection

The producer is considered as the author of a cinematographic work⁵⁶).

C. Scope of protection

1. Rights concerning certain utilisations

a) Recording or reproduction of a cinematographic work

The reproduction right belongs to the author of a cinematographic work⁵⁷). For cinematographic productions not of an original character, the person who fixes the picture or the sound on an instrument which serves to retransmit them or who multiplies them or broadcasts them legally for commercial purposes, may prohibit the multiplication of the said pictures or sounds by a third party who would use them in the same way⁵⁸).

b) Broadcast or public communication of a cinematographic work

The broadcasting and television right of a cinematographic work belongs to its author⁵⁹).

The public communication right, including public presentation (projection), belongs to the author of a cinematographic work⁶⁰). In the absence of an agreement to the contrary, the person who acquires the property right on the multiplied copies of a cinematographic work is considered as also having acquired the projection right⁶¹).

With regard to cinematographic productions not of an original character, as has already been said under C, 1, a), *supra*, for reproduction, the person who fixes the picture or the sound on an instrument which serves to transmit them or who multiplies them or broadcasts them legally for commercial purposes, may prohibit the broadcast of the said pictures or sounds by a third party who would use them in the same way⁶²).

⁵⁴) Art. 5.

⁵⁵) Art. 84.

⁵⁶) Art. 8. Article 47 of the law stipulates that the patrimonial rights on a work judged to be important to the culture of the country may be expropriated, by Order, before the expiration of the period of protection, subject to the payment of an equitable remuneration to the holders of the rights.

⁵⁷) Art. 22. The law considers the recording of a work on mechanical instruments, such as negatives, etc., serving to transmit sounds and pictures, as a reproduction, in granting this right to the author of the work (art. 22); consequently, it appears that for original works used in cinematography, this right is acquired by the producer as assignee. The same remark may be made with regard to the adaptor of a work who transforms the said work into a film or produces an arrangement enabling it to be filmed (cf. art. 6, 3^o, and 8 of the law). On the other hand, in view of article 8, it would not seem that the provisions of article 81 granting an intermediate's right to performing artistes is applicable to a cinematographic work (the text of the article in question refers only to scientific, literary or musical works).

⁵⁸) Art. 84.

⁵⁹) Art. 25.

⁶⁰) Art. 24.

⁶¹) Art. 57.

⁶²) Art. 84.

Article 33 of the law institutes a compulsory licence concerning the free presentation of a work in a public place for exclusively educational purposes or with no design to make a lucrative profit. The same rule applies to presentations, the net returns of which, are wholly donated to charitable works. However, the name of the author and the title of the work must be indicated in the usual manner⁶³).

2. Moral Right

The law contains numerous provisions concerning the moral right of the author. Thus the latter enjoys an exclusive right to decide whether his work should be presented to the public and to fix the date for this presentation. In the case where the way in which the work is presented to the public is liable to affect the honour and the reputation of the author, the latter may prohibit the presentation to the public of the original work or the adaptation thereof, even if he has granted this right to a third party. The renunciation of this right by contract is without effect. The opposing party has the right to claim damages⁶⁴). The right to decide whether a work should be presented to the public under the true name of the author, under his pseudonym or anonymously belongs exclusively to the author⁶⁵). The authorisation of the author is required for any cutting, additions or other modifications to be made to the work or to his name. The person who, with the authorisation of the law or the author, reproduces, multiplies or presents a work to the public or in public, in any way, may make the necessary technical modifications required in reproduction, multiplication, presentation or broadcasting, even without the special authorisation of the author. The author always retains his right to oppose any modification affecting his honour or his reputation or the nature and character of the work, even if he has granted his unconditional consent. The renunciation of this right by contract is without effect⁶⁶). Even after the expiration of patrimonial rights, the author may exercise the above-mentioned rights during his lifetime if he is a physical person and during his existence if he is a moral person⁶⁷).

Performing artistes and other collaborators of the producer are also granted a moral right as intermediaries or authors. The law provides that those playing a principal rôle in cinematographic works produced for commercial purposes as well as the author of the scenario, the composer of music, the director, the stage manager, the cameraman, the conductor of the chorus or of the orchestra and the soloists, may request the producer to mention their names in the film and in the publicity concerning it. The persons enumerated above may also request cinema and radio establishments to mention their names in advertisements and publicity issued on the occasion of the presentation to the public of cinematographic works or when they are broadcast by radio or by similar means⁶⁸).

⁶³) On the other hand, the compulsory licence provided by the law for the benefit of personal use is not applicable to cinematographic works (art. 38).

⁶⁴) Art. 14.

⁶⁵) Art. 15.

⁶⁶) Art. 16.

⁶⁷) Art. 18.

⁶⁸) Art. 80.

In addition, the law grants to the author the right to claim paternity, in the event of dispute⁶⁹).

D. Duration of protection and formalities

The period of protection for cinematographic works is twenty years from the date at which they are made public⁷⁰). In article 7, the law establishes a distinction between the work "made public" and the "published" work. A work presented to the public with the consent of the holder of rights is considered as being made public; any work, copies of which, obtained by multiplication of the original, are presented to the public with the consent of the holder of rights through the sale, broadcasting or placing on the market by any other means, is considered as a published work.

The law requires no formalities whatever for the enjoyment of protection.

E. Original print

A cinematographic work may be fixed on different materials⁷¹). In the absence of an agreement to the contrary, the transfer of the property right on the original or on the multiplied copies of a work does not entail the transfer of intellectual rights⁷²). On the other hand and again in the absence of an agreement to the contrary, as we have already seen *supra*, under C, 1, b), the person acquiring the property right on multiplied copies of a cinematographic work is considered as also having acquired the projection right⁷³). The holder of the multiplication or reproduction right may claim from the possessor of the original, the right to dispose of the work within the limits necessary for the exercise of these rights. However, he cannot require the work to be given to him. The owner of the original may dispose of the work within the provisions of the law, providing he does not in so doing affect the honour or the reputation of the author⁷⁴).

Union of the Soviet Socialist Republics

A. Basis of Protection

Cinematographic works are protected in the USSR under the provisions of the copyright law, as a separate category in addition to the works protected by the terms of the said law⁷⁵). Cinematographic scenarios are also protected as works distinct from a cinematographic work⁷⁵).

B. Holder of the right to protection

Copyright on cinematographic works (films) is recognised as belonging to the cinematographic company producing them⁷⁶). As the scenario of a film is considered to be a literary work, the owner of the copyright on the latter must

assign his right to the producer by means of a contract⁷⁷). In the case where the author of a dramatic or any other literary work grants to a cinematographic company the right to base a cinematographic scenario on his work, the right to exploit such a literary (dramatic) work shall not be granted to the company in question for a period of more than three years⁷⁸).

Any copyright attaching to a work may be forcibly expropriated by the Government of the USSR or by the Government of the Republic on whose territory the work was published for the first time or exists in manuscript, outline or any other material form⁷⁹).

C. Scope of protection

1. Rights concerning certain utilisations

a) Recording or reproduction of a cinematographic work

The reproduction right of a cinematographic work belongs to the owner of the copyright⁸⁰). If the production of a cinematographic work has not commenced within the period fixed by contract — a period which shall not be more than two years from the day of the delivery of the scenario — the contract is cancelled on the sole notification of the author, who is entitled to receive the agreed remuneration in a lump sum, but is not entitled to the profit made from public presentation⁸¹).

b) Broadcast or public communication of a cinematographic work

The public presentation right of unpublished cinematographic works belongs exclusively to the author⁸²). On the other hand, the author of a published cinematographic work shall not be able to prohibit public presentation but may claim royalties, except where the public presentation takes place in cultural institutions subject to there being no entrance fee⁸³). The right to remuneration for public presentation of a cinematographic film is held by the author of the scenario⁸⁴).

2. Moral Right

Article 11 of the Ordinance of 8th October, 1928, stipulates that "copyright is protected even in cases where infringement of this right has no connection with certain patrimonial interests". In the event of an author of a dramatic or any other literary work granting the right to a cinematographic company to base a cinematographic scenario on his work, the cinematographic company shall not, in adapting this work, make alterations and rearrangements to it to which the author objects⁸⁵). In regard to works already published, this provision is only valid if the contract contains

⁶⁹) Art. 15, *in fine*.

⁷⁰) Art. 29.

⁷¹) Art. 5.

⁷²) Art. 57.

⁷³) *Ibid.*, *in fine*.

⁷⁴) Art. 17.

⁷⁵) Cf. art. 4 of the law: Principles of Copyright, 16th May, 1928.

⁷⁶) Cf. art. 3 of the Ordinance of the Pan-Russian Central Executive Committee and the Soviet of the People's Commissars concerning the exploitation of copyright, 8th October, 1928.

⁷⁷) Cf. H. L. Pinner, *World Copyright*, Leyden, 1953, p. 769. Decision of the Supreme Court of the Ukrainian Republic N° 334/1929. Art. 30 of the Ordinance of 1928. Article 37 of the same Ordinance provides that the buyer of a scenario is not obliged to produce the film unless otherwise stipulated in the contract.

⁷⁸) Cf. art. 41 of the Ordinance.

⁷⁹) Cf. art. 20 of the law of 16th May, 1928; art. 13 of the Ordinance of 8th October, 1928.

⁸⁰) Cf. art. 7 of the law.

⁸¹) Cf. art. 40 of the Ordinance; cf. also C, 1, b), *in fine*.

⁸²) Cf. art. 8 of the law.

⁸³) *Idem*; also art. 9, i), of the law.

⁸⁴) Cf. art. 3 of the Ordinance.

⁸⁵) Cf. art. 41 of the Ordinance of 1928.

a clause to this effect⁸⁶). Producing companies may not assign rights arising from a film contract to other companies without the written consent of the author⁸⁷). The author has the exclusive right to publish his work in his name, under a pseudonym or anonymously⁸⁸). The Ordinance issued by the People's Commissars of 10th and 23rd December, 1938, grants to the collaborators of the author of a cinematographic work, who have contributed to the creation of a cinematographic work (not only the author of the scenario, but also the composer, the director and the cameraman), the right to require their names to be mentioned on all copies of the film⁸⁹).

D. Duration of protection and formalities

The period of protection accorded to cinematographic works and scenarios is ten years from publication⁹⁰). A cinematographic work is considered as having been published the 1st January of the year of its first public performance. The period of protection of the copyright on cinematographic scenarios is calculated from the day of the first public performance of the film produced on the basis of the scenario in question. If the scenario has been previously published in the Press, it is considered as having appeared the day of such publication. A preview of a film is not considered as a public performance on condition that the spectators pay no fee⁹¹).

The date of the publication or of the first performance of a work may be registered by the author or by his successors in the register kept by the People's Commissariat for Public Education of the USSR or the Commissariats for Public Education of the autonomous Republics concerned⁹²). This formality does not constitute, in itself, a condition for the obtention of copyright.

E. Original print

The legislation contains no special provisions with regard to the original print of a cinematographic work. However, certain stipulations apply to works recorded on sound tracks; article 42 of the Ordinance of 1928 reads as follows: "The author of a cinematographic scenario, the production of which has been entrusted to a cinematographic company, has the right to transform it into another cinematographic work and also to publish the scenario, but only after publication of the film in question within the period stipulated in the contract". It would also appear that the following paragraph of article 5 of the law applies to works recorded on sound tracks: "Each collaborator in a collective work retains his copyright on his contribution, if this contribution has an independent technical, literary or artistic value and if the contract made with the other collaborators does not provide otherwise".

⁸⁶) Cf. art. 43 of the Ordinance of 1928.

⁸⁷) Cf. art. 44 of the Ordinance of 1928.

⁸⁸) Cf. art. 7 of the law.

⁸⁹) Cf. H. L. Pinner, *World Copyright*, p. 769.

⁹⁰) Cf. art. 11 of the law.

⁹¹) Cf. art. 14 of the law and art. 7 of the Ordinance of 1928.

⁹²) Cf. art. 14, note, of the law and art. 9 of the Ordinance of 1928.

France

A. Basis of Protection

The general legislation on copyright also grants protection to cinematographic works⁹³). In addition, according to articles 26, 27 and 28 of the Constitution of the French Republic of 27th October, 1946, the stipulations of the text of the Berne Convention, last revised at Brussels in 1948, apply as internal law.

B. Holder of the right to protection

French case law has established the principle that a cinematographic work shall be considered as a work of collaboration, i. e. that a film is not a collective work which absorbs the work of individuals under a single name: originator or publisher; a film is a work of collaboration for which each creative artist retains his individuality and the right to benefit from legal provisions concerning copyright. Each author possesses patrimonial rights and a moral right on a work⁹⁴).

C. Scope of protection

1. Rights concerning certain utilisations

a) Recording or reproduction of a cinematographic work

The authors of a cinematographic work hold the reproduction right of their work⁹⁵).

b) Broadcast or public communication of a cinematographic work

The public communication right of a cinematographic work belongs to its authors⁹⁶).

⁹³) The fundamental legislative texts are the Decree of 13-19th January, 1791 and the Decree of 19-24th July, 1793. The latter contains, in its article 7, a formula covering protection of the cinematographic work; it reads as follows: "any other original production of the mind of an artistic nature". It would thus appear that cinematographic works of an original character should be included; for films lacking this original character, protection is granted as for photographic works (cf. M. V., "Cinématographie et droit d'auteur dans les pays unionistes", *Le Droit d'Auteur*, April, 1952, p. 38-39; H. L. Pinner, *World Copyright*, p. 723).

⁹⁴) Cf. *Le Droit d'Auteur*, October, 1949, p. 115; Seine Civil Tribunal, 1st Chamber, 6th April, 1949, Pierre Blanchard, Bernard Zimmer, Arthur Honegger v. Société nouvelle des Etablissements Gaumont, in *Le Droit d'Auteur*, June, 1950, p. 68-70: Definition of a film: not a work on command, nor a collective work absorbing the various collaborators under the name of a single person, but an intellectual work resulting from various activities each conserving its individuality to the advantage of its author if the contribution of the latter is a creation. Number of creators: varies according to the case in question. Each has the possibility of invoking his pecuniary right and his moral right, the first of which may be assigned, the second may not and may be opposed even to the assignee of the pecuniary right; cf. *Le Droit d'Auteur*, February, 1955, p. 17. Case law has considered that animated design films constitute a special case in view of the creative contribution of certain designers and decorators who belong to the creative group and not to the executive group, thus creating a community of interests which does not exist, or only to a very slight extent, in other kinds of films (cf. Court of Appeal, Paris, 31st January, 1953, Sarrnt and Société "Les Gémeaux" v. Jacques Prévert, Paul Grimault and others, in *Le Droit d'Auteur*, February, 1954, p. 39-40).

⁹⁵) Cf. H. L. Pinner, *op. cit.*, p. 723. This right may, of course, be assigned to the producer (cf. art. 40 of the Imperial Decree of 5th February, 1810).

⁹⁶) Cf. H. L. Pinner, *op. cit.*, *loc. cit.*; art. 14 of the Berne Convention; the Court of Appeal recognised that the public presentation or performance right (law of 13th January and 19th July, 1791) is distinct from the publication right (law of 19-24th July, 1793). The renunciation to a right may not be presumed and the users did not prove that the composer whose music was incorporated in the film, which was publicly shown had ceded his right to the producer. The Supreme Court added that the producer should not be considered in principle and *a priori* as the sole author of the work presented (Supreme Court, 20th December, 1949, Société Mathieu & Co. v. Society of Authors, Composers and Music Publishers).

2. Moral Right

In accordance with article 6^{bis} of the Berne Convention, a moral right is recognised to the author⁹⁷⁾; this right may not be assigned and may be opposed even to the assignee of patrimonial rights⁹⁸⁾. Infringement of the moral right is dealt with by article 1382 of the Civil Code and not by the provisions of the law of 1793.

D. Duration of protection and formalities

The period of protection granted to cinematographic works is 50 years after the decease of the author⁹⁹⁾; to which should be added, eventually, extensions due to the two World Wars¹⁰⁰⁾.

In France there exists a public register to ensure publication of agreements dealt with by law N° 90 of 22nd February, 1944, concerning publication of acts, agreements and decisions in the field of cinematography. The provisional or final title of a film to be shown in public in France may be inscribed in the public cinematographic register, at the request of the producer, supported by a copy of the contract or a declaration on the part of the author or authors of the original work on which the film is based or of their legal

⁹⁷⁾ Cf. Decision of the Civil Tribunal of the Seine, 1st Chamber, 6th April, 1949, Blanchard and Zimmer v. Société nouvelle des Etablissements Ganmont. *Gaz. du Palais*, 11th May, 1949; Tribunal of the Seine, 5th Chamber, 2nd February, 1950, Société M. G. M. v. J. H., Sacem and C. N. du C. F., *Gaz. du Palais*, 14-15-16 June, 1950. The President of the Civil Tribunal of the Seine refused M. Jeanson, author of the dialogues of the films *Barbe-Bleue* and *Le Garçon sauvage* the right to prohibit the presentation of these films at the Venice Festival. The moral right, declared the Decision issued, is a guarantee for the personality of the author and for the integrity of his work; in this instance, the showing of the films in question simply constituted public presentation and not a mutilation or disfigurement of these works (*Le Droit d'Auteur*, June, 1952, p. 67).

⁹⁸⁾ Cf. Decision of the Civil Tribunal of the Seine, 1st Chamber, 6th April, 1949, quoted at note 94.

⁹⁹⁾ Cf. law of 14-19th July, 1866, art. 1.

¹⁰⁰⁾ Cf. law extending, because of the war, the validity of rights of literary and artistic property of 3rd February, 1919, and law extending, because of the war, the validity of rights of literary and artistic property of 22nd July, 1941.

representatives, containing the authorisation to produce the film in question based on this work and stipulating the period during which this authorisation is valid¹⁰¹⁾. In the event of the title of the film or the acts, agreements or Decisions (mentioned in article 3 of the law N° 90 of 22nd February, 1944) relative to it not being inscribed, the rights arising from the said acts, agreements or Decisions cannot be invoked against third parties¹⁰²⁾.

E. Original print

There exist no special French legal provisions defining the legal nature of the original print. However, from the dominant trend in case law in regard to the nature of a cinematographic work¹⁰³⁾ as well as in certain cases concerning the sound track of a film, it is to be concluded that the recording of a work on a sound track is considered as a reproduction of a work by cinematography and not as a recording on mechanical instruments; consequently, the provisions of article 14 of the Berne Convention apply in this instance¹⁰⁴⁾.

¹⁰¹⁾ Cf. art. 2 of the law N° 90 of 22nd February, 1944. It would appear that this law should be taken in conjunction with the law of 20th November, 1943, concerning the right to publication and presentation of cinematographic works (N° 659), subjecting the exercise of these rights to the exclusive authorisation of the producer (cf. art. 2 of the law); in fact, the two laws in question deviate somewhat from the general rules applying to copyright, the first by giving the impression that protection is subject to deposit and, the second, by granting the publication and presentation right exclusively to the producer (see, however, *contra* in note 96 above).

¹⁰²⁾ As we have observed in the preceding note, the question arises whether, contrary to the provisions of article 4, para. (2) of the Berne Convention, protection is subject to deposit or registration. The Seine Tribunal decided on 11th July, 1952, that the title of a film ceases to be protected when deposit, required by the law of 22nd February, 1944, has not been accomplished; the title in question was *La plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a* (Civ. Trih. of the Seine, 11th July, 1952, Société Ganmont v. Henriquez, *Gaz. du Palais*, 29th November, 1952); the same case was the subject of an appeal (Court of Appeal, Paris, 30th April, 1954, Henriquez v. Société nouvelle des Etablissements Ganmont, *Gaz. du Palais*, 9th June, 1954; the Decision of the Tribunal was confirmed.

¹⁰³⁾ Cf. note 94 above.

¹⁰⁴⁾ Cf. Court of Appeal, Paris, 21st December, 1949, Enoch & Co. v. Société France Libre Actualités.

